

Communiqué de presse

19 novembre 2019

#TransitionEnergetique #MalusAuto #Automobile #PLF2020 #Environnement
#FIEV #Équipementiers

Partager sur Twitter 

Projet de loi de Finance 2020 : La FIEV s'inquiète de nouvelles annonces ministérielles de dernière minute.

Réagissant à la proposition du Ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, de dé plafonner le malus automobile, ou d'inclure des messages sur les impacts négatifs des véhicules dans les publicités, la Fédération des Industries des Équipements pour Véhicules ([FIEV](#)) s'interroge quant à la méthode de travail du gouvernement et insiste sur la nécessité d'avoir une réglementation, y compris fiscale, qui soit stable et lisible pour les industriels, mais aussi les consommateurs.

Secteur industriel déjà confronté à des challenges extrêmement importants de transformation des mobilités et des impératifs environnementaux des transports, la FIEV rappelle que la mise en place d'une taxe doit être préparée et évaluée avec les acteurs de l'industrie automobile. Et ce dans le but d'éviter des mesures sans aucun impact à court et moyen terme sur les émissions de CO₂.

*« Notre industrie a besoin de lisibilité et de stabilité. Les défis auxquels nous devons faire face dans les années à venir l'exigent. Les discussions année après année sur le système de bonus-malus ou sur les taxes sur les véhicules de société (TVS) montrent l'importance de mener une réflexion générale qui accompagne à la fois les industriels, mais aussi les consommateurs. Si la FIEV ne s'y oppose pas, ce travail doit cependant être mené en concertation dans un projet de réforme générale offrant de la visibilité, et non pas via des modifications marginales de dernière minute du PLF tous les ans », déclare **Claude Cham, Président de la Fédération des Industries des Équipements pour Véhicules (FIEV).***

Alors que la France fait déjà face à un climat social sensible, le Ministre de l'Économie fait le choix surprenant de renforcer la sensation d'un alourdissement de la taxation éprouvée par les Français et de stigmatisation des automobilistes français. Plus favorable à des mesures d'accompagnement et de soutien, la FIEV s'inquiète d'une écologie punitive dont la crise des gilets jaunes illustre l'échec et qui par ailleurs ne concernerait dans le cas du dé plafonnement du malus, que des ménages à hauts revenus, capables d'absorber un éventuel surcoût.

Claude Cham conclut : « *La priorité du gouvernement devrait porter sur l'urgent soutien à apporter à la filière et aux équipementiers dans la transition actuelle. La politique industrielle de la France doit être mise à niveau en commençant par la nécessaire réduction de plus de 20 milliards d'euros des impôts de production qui freinent les nouvelles implantations. La décision de TESLA de s'installer en Allemagne l'a à nouveau démontré la semaine dernière.* »

À propos de la FIEV

La Fédération des Industries des Équipements pour Véhicules (FIEV) représente plus de 120 groupes d'entreprises qui conçoivent, fabriquent et commercialisent les composants, systèmes et modules destinés aux véhicules (VL, VUL, PL), ainsi que les équipements de garage produits sur les marchés mondiaux. En 2018, les ventes des usines françaises d'équipements automobiles ont atteint 18,98 milliards d'euros, dont 54,2% réalisés à l'exportation.

La FIEV apporte son soutien depuis 2015 au Global Compact des Nations Unies.

Pour en savoir plus : www.fiev.fr